

## Région Lorraine

---

### « Si j'avais su... »

Le proviseur du lycée hôtelier regrette que ses élèves aient eu à servir au banquet du Front National, dimanche.

**METZ.** - Le proviseur du lycée hôtelier Mondon, à Metz, a regretté hier que 18 de ses élèves aient eu à servir au banquet que le Front National a organisé dimanche dans les locaux de la Foire Internationale : « Si j'avais su qu'il s'agissait du Front National, j'aurais dit non. J'ai averti ma hiérarchie et à l'avenir je souhaite savoir qui est le client pour ne plus me retrouver dans ce cas de figure », a précisé Jean Mariet qui indique « ne partager en rien les idées du Front National, parti xénophobe et raciste ».

« Ici, on enseigne le respect de l'autre » a ajouté le chef d'établissement.

« Nos élèves sont volontaires pour effectuer ces extras. Ils gagnent ainsi honnêtement un peu d'argent. Ils sont encadrés par un enseignant de l'établissement mais sont engagés pour la journée par le restaurateur et placés sous sa responsabilité », a insisté Jean Mariet. « Le professeur était très mal à l'aise en voyant la tournure de cette affaire » a reconnu le proviseur.

Selon le restaurateur, propriétaire de l'hôtel de l'Europe à Saint-Avold : « Le professeur et les élèves savaient parfaitement qu'ils allaient servir un banquet du Front National. Cela n'a gêné personne » assure-t-il. Son adjointe, qui se trouvait sur place confirme : « Ils étaient au courant ». Le port du pin's lumineux sur lequel était mentionné « Le Pen Président » a-t-il été imposé aux lycéens ? « On a trouvé ça joli. On l'a mis pour faire plaisir à Monsieur Le Pen. J'ai demandé aux jeunes de les mettre. C'était la fête.. », insiste l'assistante du restaurateur.

« Même les salariés de notre entreprise ont porté le pin's. Personne n'a rien trouvé à redire », ajoute-t-elle. « Un élève l'a enlevé rapidement... un Marocain », nuance le proviseur.

« Une bonne quinzaine de lycéens ont demandé spontanément à être photographiés en compagnie de Jean-Marie Le Pen à l'issue du repas, ce qui est leur droit le plus strict en tant que citoyens libres dans une démocratie qui se respecte », précisent de leur côté Thierry Gourlot et Bruno Bilde, du Front National qui s'insurgent contre « toute idée d'instrumentalisation des jeunes ».

Compte tenu du lien de subordination qui existait avec l'employeur, les lycéens de Mondon - dont certains étaient mineurs - pouvaient-ils vraiment refuser de porter ce pin's politique ? La demande « d'information et de transparence » sur les partenariats entre les lycées publics et les entreprises, formulée dès mardi par l'UNSA-Education, semble dans ce contexte plus qu'opportune.

*François MOULIN*

---

© L'Est Républicain - 23/11/2006 - Droits de reproduction et de diffusion réservés